

NO

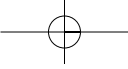


Jean Lojkine

*Mutations sociales  
et représentations politiques*

TES

*Mutations sociales  
et représentations politiques*



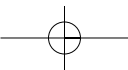
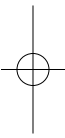
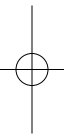
NO



Jean Lojkine

*Mutations sociales  
et représentations politiques*

TES



## PRÉFACE

Un séminaire, tenu en 2005-2006, a commencé de répondre à une question jusqu'ici restée en suspens : pourquoi les représentations politiques sont-elles si décalées par rapport aux mutations objectives qui ont transformé la structure du salariat capitaliste partout dans le monde ? Pourquoi le bouleversement des fondements objectifs qui ont assuré dans les années 70-80 le triomphe de l'idéologie néolibérale des dites « classes moyennes » et le déclin de l'identité de la « classe ouvrière » (paupérisation et précarisation d'une partie notable des couches moyennes salariées), pourquoi ces bouleversements sont-ils en décalage complet avec les représentations sociales qui continuent de dominer la sphère politique ? Pourquoi cette référence persistante à la classe ouvrière dans les partis communistes et une partie du syndicalisme ? Pourquoi cette référence persistante et même croissante à l'idéologie de la « classe moyenne » (et à son envers, les « exclus ») partout dans le monde, malgré la montée constatée par tous des inégalités sociales ?

Ces questions sont au cœur de mon dernier livre, *L'Adieu à la classe moyenne*<sup>1</sup> ; en même temps, la réponse que j'y apporte n'est pour moi que le début d'un vaste chantier de recherches qui concernent des mutations mondiales et qui, à l'évidence, ne peuvent être qu'une œuvre collective. C'est la raison du séminaire que j'ai lancé, avec le concours de la Fondation Gabriel Péri.

Quatre séances de ce séminaire ont été consacrées à la France : une séance introductive sur le salariat du capitalisme informationnel (Jean Lojkin), une sur le Parti socialiste (PS) et la représentation des classes populaires (Rémi Lefebvre), une sur le Parti communiste français (PCF) et sa représentation des classes sociales (Julian Mishi) et une autre sur la conscience de classe en France – « De l'antilibéralisme idéologique à l'anticapitalisme politique » (Stéphane Rozès). Deux séances ont été consacrées à la crise des social-démocraties européennes : en Allemagne (Joachim Bishoff, Jorg Schütrumpf, Gilbert Casarus) et en Grande-Bretagne (« Montée et déclin du blairisme » par John Crowley) ; enfin une séance a été consacrée aux États-Unis (« Recomposition de la classe ouvrière aux États-Unis ? » par Marianne Debouzy) et une autre à l'Inde (« La classe moyenne indienne, entre sacralisation et menace », par Gérard Heuzé).

## INTRODUCTION

Comprendre les blocages, les brouillages identitaires actuels qui caractérisent la représentation politique du nouveau salariat (classe ouvrière ? classe moyenne ?) suppose, à notre avis, de remonter en arrière dans le temps long historique, pour bien saisir comment s'est opérée la construction politique de la « classe ouvrière ». Non seulement pour analyser la réalité de ce qui apparaît aux yeux des nostalgiques comme une socialisation politique réussie du salariat ouvrier, mais aussi pour en voir les limites... et l'énorme force de résistance idéologique, malgré la crise de ses organisations représentatives. Qu'on le veuille ou non, on n'en a pas « fini » avec la « classe ouvrière », aussi bien là où elle apparaît (dans les pays du Sud et de l'Est) que là où elle existe toujours sous la braise, et se manifeste par des explosions brutales, lors des délocalisations industrielles ou... lors des votes politiques. Tel le spectre d'Hamlet, le fantôme de la classe ouvrière ne cessera pas de reparaitre aux yeux des vivants, tant qu'ils n'auront pas éclairci le mystère de sa mort et le nom de son successeur.

La représentation sociale et politique du salariat à l'époque de la révolution industrielle (XIX<sup>e</sup> siècle et première moitié du XX<sup>e</sup>) a été marquée par la conjonction de conquêtes sociales, de rapports de forces favorables au salariat et enfin par l'émergence de deux acteurs sociaux sur la scène politique : la classe ouvrière et les cadres, composante essentielle du salariat, y compris dans sa dimension industrielle. Des conquêtes sociales, des formes de reconnaissance collective des qualifications acquises, notamment entre 1936 et les années 60, ont offert aux classes dominées une forme d'assurance en un devenir social. Rappelons pour la France l'énorme révolution culturelle et politique que furent les conventions collectives de branche, les accords nationaux syndicats-patronat comme les accords Matignon en 1936, les accords Parodi-Croizat en 1945, les accords de Grenelle en 1968 (avec des prolongements positifs, une extension de la protection sociale à de nouvelles catégories salariales, comme les intermittents du spectacle dans les années 70).

Tout bascule dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, à partir des années 70-80, avec la vague néolibérale qui accompagne les débuts de la longue crise structurelle dans laquelle le capitalisme est toujours plongé. Non seulement les fondements institutionnels de l'espérance ouvrière, de sa fierté au travail et sur la scène politique se délitent (renversement du rapport de force capital/travail, montée du chômage et de la précarité des statuts, chute de l'influence des organisations se réclamant de la classe ouvrière) ; non seulement les catégories intellec-

uelles du salariat sont touchées à leur tour dans les années 90, mais l'émergence d'une nouvelle révolution sociotechnique n'a fait qu'aggraver la crise identitaire des classes dominées.

Les anciens repères du procès de travail sont complètement brouillés, qu'il s'agisse de la division entre travail manuel (les ouvriers) et travail intellectuel (les cadres), entre travail responsabilisé du cadre et travail subordonné du salarié d'exécution : l'obligation de résultats traverse maintenant toutes les catégories salariées, tandis que la précarité du contrat de travail se généralise. D'autre part, l'individualisme marchand semble dominer tous les rapports sociaux, dans l'entreprise comme dans la société civile et les modes de vie, la consommation de masse menace de détruire les anciens rapports de solidarité dans la Cité.

L'émergence d'une révolution informationnelle va certes ouvrir de nouvelles possibilités pour autonomiser et responsabiliser le travail, pour développer les relations transversales en réseau, hors des organisations pyramidales, via notamment les multimédias, mais en même temps la crise économique, la tendance lourde à la financiarisation du capital exercent une pression terrible pour transformer la nécessaire mobilité professionnelle en une précarisation généralisée, au point que toute modification du *statu quo* social apparaît comme un risque majeur de régression, laissant ainsi aux partisans du néolibéralisme le monopole de la « réforme ». L'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » contre les politiques libérales (de la grève générale chemi-

note de 1995 aux multiples manifestations des étudiants et des lycéens de 1986 à 2006) bute sur la difficulté de transformer un mouvement de protestation, de refus, de protection des acquis sociaux (comme le « non » au traité constitutionnel européen ou au contrat première embauche) en un mouvement porteur d'alternatives crédibles, c'est-à-dire appropriables par la masse des salariés.

Faute de nouveaux projets politiques mobilisateurs, n'assiste-t-on pas, au niveau des représentations sociales et politiques, à ce que, faute de mieux, Bourdieu a appelé un processus d'*hysteresis* (retard de l'effet sur la cause) et Marx le retour des spectres du passé ? « Le mort saisit le vif », les acteurs politiques apeurés par une nouveauté qu'ils ne comprennent pas invoquent les événements du passé en accomplissant les mobilisations collectives d'aujourd'hui ; les révolutionnaires de 1848 invoquaient la République romaine, ceux de 1917 la Commune de Paris, ceux de 1968 la révolution russe d'octobre ou le Front populaire de 1936... Les manifestants contre le CPE invoquent en avril 2006 le mai 1968 de leurs parents, etc.

Ce décalage entre l'objectif et le subjectif, la classe en soi et la classe pour soi, ne fait que s'accroître lorsque l'on passe du cas français au contexte mondial. Contrairement à l'illusion récurrente selon laquelle la « globalisation » et la « mondialisation » réduiraient les différences nationales, le caractère mondial de l'idéologie libérale des « classes moyennes » n'a nullement effacé, bien au contraire, les spécificités historiques et poli-

tiques de chaque nation. Comment comprendre autrement, comme l'a montré Gérard Heuzé, la référence indienne à la « centralité », sacrée, spirituelle, statutaire, assurée par les brahmanes lettrés, dont va hériter la notion indienne de « classe moyenne » (*madhya varg*) qui va ainsi s'approprier à sa façon la *middle class* importée du colonisateur britannique, elle-même issue de la tripartition victorienne entre les aristocrates, les classes populaires et les gens du « milieu » bourgeois, petits-bourgeois et employés unis par les mêmes pratiques religieuses et morales.

En même temps, la comparaison systématique des trajectoires politiques nationales nous a déjà permis de mieux cerner l'espace complexe des possibles politiques ouvert par la précarisation mondiale de ces couches dites « moyennes », sinon par leurs revenus, du moins par leurs statuts. Déjà la crise de 1929 aboutit en France au Front populaire, mais en Allemagne et en Italie au triomphe du fascisme (avec des répercussions jusqu'au Chili, du Front populaire de Salvador Allende au coup d'État fasciste de 1973) ; aujourd'hui le chômage de masse se traduit aussi de manière contradictoire : poussées populistes en Europe occidentale et centrale, pogromes anti-basses castes menés par les étudiants brahmanes paupérisés en Inde, alors qu'en France on assiste aux manifestations solidaires des jeunes étudiants et lycéens contre la précarisation radicale de leurs emplois. En Inde, même le « virage » nationaliste et communautariste n'est qu'un aspect d'un processus historico-politique

plus vaste et à long terme qui a vu se succéder phases de solidarité des professions intellectuelles avec le mouvement ouvrier et phases de repli corporatiste.

**VOUS AVEZ DIT « CLASSES POPULAIRES » ?** Toutefois le cas indien nous oblige à revenir sur la définition des classes « populaires », dans la mesure où il confronte deux types de « classes populaires » : les paysans et les salariés des services collectifs urbains. Autant, en effet, la notion de « classe moyenne » nous semble relever d'une idéologie libérale qui dénie en fait la lutte des classes, au profit d'une vision consensuelle de l'intégration des classes dominées dans un groupe central fourre-tout, occultant les profondes inégalités sociales qui opposent les fractions dominantes de la bourgeoisie et le reste du salariat, autant la notion de « classes populaires » renvoie à des réalités indiscutables mais complexes.

Entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat ouvrier, il y a toujours eu des catégories intermédiaires, mais leur nature et leur position de classe ont profondément changé. Pour Marx comme pour Lénine ou Gramsci, et tous les théoriciens marxistes du début du *xx*<sup>e</sup> siècle (voire plus près de nous encore avec Mao et les 800 millions de paysans chinois), les paysans et artisans sont identifiés tantôt à des catégories populaires, au « peuple » – notion qui intègre aussi les ouvriers, minoritaires en nombre mais considérés comme une « avant-garde » révolutionnaire ; tantôt ces catégories intermédiaires sont

considérées comme des catégories subordonnées idéologiquement à la bourgeoisie capitaliste et qualifiées de « petite bourgeoisie ».

Paysans, artisans, professions libérales et petits commerçants sont alors analysés comme des couches sociales précapitalistes, relevant de modes de production antérieurs (le mode de production féodal) et destinées à « tomber » plus ou moins vite dans le prolétariat (voir *Le Manifeste communiste*). En revanche, avec le développement du capitalisme informationnel, un nouveau salariat apparaît dans les grands services collectifs publics et privés (éducation, santé, culture, information, banques, loisirs...) qui va peu à peu supplanter le salariat ouvrier : employés, techniciens, cadres, professions intellectuelles, etc. Il s'agit cette fois en majorité non plus de petits propriétaires des moyens de production, mais d'un nouveau salariat, soit très proche du salariat ouvrier d'exécution (OS de l'informatique, employés de la grande distribution, services de nettoyage, etc.), soit proche des professions de l'organisation et de l'information.

Mais la référence à la petite bourgeoisie n'a pas disparu pour autant ; non seulement une frange nouvelle de ces professions se distingue du salariat proprement dit (microentrepreneurs, professions libérales), mais surtout la « connivence culturelle » qui reliait ces couches intermédiaires à la bourgeoisie capitaliste demeure, malgré les formes nouvelles de paupérisation et de prolétarianisation qui les frappent. On ne peut toutefois en rester à cette distinction chronologique, historique, entre deux types de



« classes populaires ». La mondialisation capitaliste privilégie, en effet, des changements universels comme l'urbanisation et le développement des grands services collectifs, mais elle ne saurait nous faire oublier qu'aujourd'hui, au niveau du globe, la majorité des classes populaires sont représentées par les paysans et les ouvriers. Donc toute alliance mondiale des classes dominées passe par une triple alliance paysans-ouvriers-professions intellectuelles salariées.

Il ne s'agit nullement d'une alliance entre un « nouveau » salariat, seul représentant de la « modernité », et des couches « archaïques » précapitalistes : les exploitants agricoles, les artisans-commerçants, les PME ont montré, au contraire (malgré l'importance des faillites et des fermetures d'entreprises), leur capacité d'adaptation et d'innovation dans le nouveau capitalisme informationnel. Il y a, selon les pays, un mélange complexe de structures rurales archaïques et d'exploitations agricoles ultramodernes (au Brésil, en Argentine, en Inde...) liées notamment aux grands groupes multinationaux de l'agroalimentaire (culture du soja, industrie du saumon, etc.). D'autre part, il n'y a plus de frontières hermétiques entre les villes et les campagnes, entre les urbains et les ruraux : dans la Chine profonde comme en Inde, les incessantes migrations (dans les deux sens) des ruraux paupérisés ou avides d'émancipation sociale (les jeunes) produisent à la fois une énorme « armée industrielle de réserve » (une main-d'œuvre prête à s'embaucher à n'importe quel prix), mais aussi une nouvelle force sociale moder-

nisatrice qui apprend à défendre ses droits, aussi bien en créant des microentreprises qu'en défendant sa condition salariale.

L'idéologie petite-bourgeoise, l'attrait pour le modèle libéral restent une énorme force d'attraction, mais aussi de distinction, d'autant plus que la distance est grande entre ceux qui ont accès à une culture générale, même s'ils n'ont pas accès aux fonctions de direction, et ceux qui n'ont qu'une formation d'exécutants ou n'ont pas bénéficié d'un parcours d'autodidacte, comme ce fut le cas pour plusieurs générations de syndicalistes, de militants politiques ouvriers, mais aussi de cadres et de petits patrons formés sur le tas. Pensons en Inde, avec Gérard Heuzé, aux brahmanes pauvres mais cultivés et aptes à diriger, que l'on retrouve aussi bien à la tête des syndicats ou des partis communistes que dans les mouvements corporatistes, nationalistes ou populistes, opposés à la politique des quotas en faveur des basses castes. Pensons en Chine aux 100 millions d'entrepreneurs, de cadres, d'intellectuels, d'employés des services qui s'identifient à une « classe moyenne » sur le modèle libéral anglo-saxon face aux 850 millions de paysans et aux 150 millions de migrants « rurbains », désaffiliés, à la recherche d'un emploi.

Il faudrait également revenir sur cette expérience peu commune dans un pays émergent, le Brésil, de participation populaire à l'élaboration du budget municipal dans les villes conquises par le Parti des travailleurs (Porto Alegre, Belem, Fortaleza, etc.) : comment mobiliser des classes populaires souvent

analphabètes, en même temps que les couches moyennes salariées des centres-villes qui vivent dans la peur des « classes dangereuses<sup>2</sup> » ?

**DE L'ANTILIBÉRALISME À L'ANTICAPITALISME** Une autre dimension capitale de ces nouvelles alliances de classe est la distance qui sépare la partie émergée de l'antilibéralisme idéologique, notamment à travers les mouvements sociaux altermondialistes (Forum social, mouvement Attac), les révoltes sociales contre les politiques libérales et les organisations politiques anticapitalistes.

À cet égard, le séminaire de Rozès nous a fait un peu avancer dans l'articulation objectif-sujet, antilibéralisme idéologique/anticapitalisme politique, en reposant la question de l'État-nation. La conférence de Stéphane Rozès (« De l'appartenance de classe au devenir social ») est au cœur de nos interrogations ; ses réponses, très suggestives, appellent cependant de plus amples discussions. La référence notamment que fait Rozès à un « individu schizophrène », idéologiquement antilibéral, mais libéral dans sa vie quotidienne, me semble psychologiser ce qui relève plutôt, à notre avis, de l'ambiguïté de la réception de l'idéologie libérale dans les classes dominées.

Rien de plus significatif à cet égard que les sondages auprès des chômeurs sur l'indemnisation du chômage et les allocations sociales ; l'idée que trop souvent l'aide sociale va aux « fainéants », à ceux qui préfèrent se faire assister plutôt que de travailler, est largement partagée, alors même qu'un avenir sans

protection sociale est rejeté par les mêmes comme en mai 2005 ou lors des manifestations de 2006 contre les contrats première embauche<sup>3</sup>. Ce qui peut expliquer le succès de l'idée, chère à Tony Blair et aux sociaux-démocrates de l'Europe du Nord, de « responsabiliser » les chômeurs... à condition que les chômeurs soient « les autres » ! L'examen de cas nationaux où l'idéologie protestante du *workfare state* est à l'œuvre devrait nous éclairer sur le succès de cette idéologie social-libérale, mais aussi sur ses limites, quand l'obligation de « résultats » se traduit pour les salariés précaires et les chômeurs par l'obligation de prendre des petits boulots ou des emplois à temps partiel.

Reste à analyser les différences entre le « libéralisme » des professions intellectuelles et celui des couches populaires. L'individualisme est-il le même chez les jeunes des couches populaires et les « bobos » ? Quelle est la frontière entre les aspirations à l'autonomie individuelle, à la responsabilisation et l'individualisme égoïste du « chacun pour soi » ? Ne faudrait-il pas, en effet, analyser les relations ambivalentes entre deux modes d'individuation, de réalisation de soi, et donc deux manières de vivre la déconnexion actuelle entre antilibéralisme idéologique et anticapitalisme politique ?

Aussi l'idée avancée par Rozès d'un « bloc idéologique » ouvriers-couches moyennes salariées est à discuter : Rozès se réfère-t-il au « bloc historique » théorisé dans les années 70 par Garaudy, Poulantzas, le Parti socialiste d'Épinay ? Est-ce crédible aujourd'hui ? Ne s'agit-il pas plutôt, au mieux (dans quels

pays ?), d'une convergence complexe, conflictuelle, sans cesse remise en question et menacée par les tendances corporatistes et populistes qui se nourrissent des divisions entre intellectuels et couches populaires ?

Il ne faut pas séparer sur ce point de façon mécaniste sociétal (culturel) et social, et tomber dans les analyses sociologiques unilatérales qui privilégient soit la dimension culturelle (ethnique, religieuse, communautariste), soit la dimension sociale (la seule opposition capital/travail). Penser la relation dialectique entre le culturel et le social suppose donc d'aborder autrement que par une forme de stigmatisation sociologique des phénomènes aussi inquiétants et troublants que la xénophobie, le racisme, l'autoritarisme portés notamment par les ouvriers, du moins quand ils répondent à des sondages d'opinion « décontextualisés<sup>4</sup> » (et des questionnaires fermés)... et votent pour le Front national.

La différence semble frappante, en effet, entre ce qui est présenté par la plupart des politologues comme la « xénophobie » ouvrière<sup>5</sup> et le discours « universaliste » des couches intellectuelles du secteur public ; mais peut-on en rester là ? Le discours qualifié par certains sociologues et politistes d'« universaliste » et « solidaire » des couches intellectuelles salariées n'est-il pas en contradiction avec leurs pratiques scolaires, quand elles cherchent à éviter, à fuir les familles populaires, notamment celles issues de l'immigration ? Le choix de l'école pour leurs enfants, de leur logement, de leur quartier, de leur environnement, n'est-il pas en contradiction avec

leurs discours moralisateurs quand elles sont l'objet d'une enquête sociologique ? Pourquoi, de l'autre côté, la concurrence ouvriers-immigrés sur le marché du travail, qui n'est nullement une nouveauté (voir les travaux de Noiriel sur les difficultés d'intégration des ouvriers italiens ou polonais dans les usines sidérurgiques de Lorraine), n'a-t-elle pas été dépassée par des luttes communes pour la reconnaissance des qualifications et du statut de salarié, comme ce fut le cas il y a une ou deux générations dans les grandes concentrations industrielles ?

Manque ici une approche sociohistorique, comme celle de Gérard Noiriel pour l'immigration ouvrière dans la France des années 1920, qui porterait à la fois sur l'immigration dans l'industrie et dans les services, au cœur du « creuset » français du nouveau salariat informationnel. Loin de réduire l'immigration à son versant misérabiliste (classe la plus exploitée), ne faudrait-il pas, comme le font les travaux anglo-saxons sur l'immigration aux États-Unis<sup>6</sup>, y chercher ce qui en fait une force transformatrice et innovatrice, y compris sur le plan syndical, comme nous l'a montré Marianne Debouzy pour les nouvelles formes de lutte faisant appel à l'opinion publique, initiées notamment par des femmes venues d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est ?

Agents d'entretien d'immeubles (« janitors »), personnels de santé, de la restauration, de l'hôtellerie, mais aussi employés dans la fabrication et l'assemblage des ordinateurs, dans leur manutention, ces salarié(e)s ont entamé des luttes qui débordent le

cadre purement revendicatif en faisant appel à de multiples associations, féministes, civiques, religieuses, luttant pour la justice ; ces « coalitions », comme le mouvement Jobs with Justice, ont organisé des réseaux transversaux qui ont obtenu parfois des victoires certes locales mais qui ont cependant permis d'obtenir des accords de branche plus avantageux que les accords d'entreprise et protégeant mieux le travailleur contre l'extrême précarité de ce salariat immigré. La crise du militantisme ouvrier traditionnel est telle que ces luttes, au départ peu soutenues par l'AFL-CIO, risquent de transformer profondément un syndicalisme devenu agence de services, au profit d'une organisation revendicative branchée sur ces nouveaux mouvements sociaux.

Comment théoriser cette « déconnexion » entre, d'une part, la « classe en soi » (inégalités sociales croissantes, prolétarianisation accélérée des couches intellectuelles, sentiment même chez les cadres d'un rapprochement objectif avec le reste du salariat) et, d'autre part, la classe « pour soi », les références identitaires ?

Déconnexion également à analyser entre un anti-libéralisme « idéologique » en pleine expansion (le vote « non » aux élections européennes de mai 2005) et un anticapitalisme politique toujours très minoritaire dans le salariat<sup>7</sup>, du moins si on l'identifie avec l'influence électorale des partis politiques se réclamant d'un dépassement révolutionnaire du capitalisme (Parti communiste et extrême gauche trotskiste) ? Cela ne nous oblige-t-il pas à articuler relations de travail, conscience salariale et

analyse des comportements politiques ? Pourquoi une défiance croissante d'une partie de la population (les jeunes plus encore) à l'égard des « élites d'en haut » auxquelles elle identifie les dirigeants de TOUS les partis politiques, y compris à gauche ?

Il serait nécessaire, pour ce faire, de revenir sur les modes de socialisation politiques « réussis » de la classe ouvrière, via son intégration dans l'État républicain à travers l'institutionnalisation de ses droits sociaux et de ses qualifications acquises (conventions collectives de branche et sécurisation sociale, ouverture sur l'avenir). Y a-t-il eu un « pacte républicain » entre la bourgeoisie et les représentants de la classe ouvrière (hypothèse de Rozès et Robert Boyer, via sa théorie du fordisme) durant les Trente Glorieuses ? Une division des rôles implicitement acceptée par tous entre ceux qui revendiquent (les représentants du « social ») et ceux qui gèrent les entreprises et les politiques publiques ? Bernard Friot<sup>8</sup> refuse cette hypothèse et lui substitue celle d'un simple rapport de force politique favorable au salariat ?

Les municipalités et autres collectivités locales apporteront de leur côté à la fois une sécurité supplémentaire, une forme de sociabilité et de solidarité, une ouverture à des services collectifs (équipements collectifs urbains) et un apprentissage de la démocratie locale. L'État-nation enfin permettra une présence sur la scène politique de représentants de la « classe ouvrière » et une certaine intégration de la question « sociale » dans les débats politiques (Jaurès) ; tandis que l'État

« social » produira des politiques publiques et des services publics, source de l'intégration réussie d'une partie de la classe ouvrière mais aussi des couches moyennes salariées, elles-mêmes issues des personnels de la fonction publique, avec la sécurité économique et l'ouverture sur l'avenir que représentait le statut de la fonction publique issu de la Résistance et des lendemains de la Seconde Guerre mondiale.

**POURQUOI CE DÉLÈTEMENT ACTUEL DES FORMES DE SOLIDARITÉ DE CLASSE ?** Qu'est-ce qui a alors provoqué le délitement de cette socialisation politique, notamment auprès des jeunes ? Le mélange de mutation (du taylorisme à l'autonomie contrôlée) et d'individualisation négative (Castel), la dissolution des liens de solidarité au travail dans l'atelier, mais aussi le refus des jeunes, de plus en plus désaffiliés mais aussi travaillés par l'idéologie individualiste libérale, d'entrer dans une organisation pyramidale très délégitime et hiérarchisée, voire dans toute organisation pérenne ?

Peut-on alors parler comme Rozès d'un État républicain « arbitre des luttes de classes » et grand pacificateur ? Ne faudrait-il pas plutôt relier dialectiquement les deux fonctions de l'État capitaliste : l'État de la classe dominante et l'État « expression » active d'un rapport de force capital/travail (dans sa fonction politique de régulateur « légitime », grâce à la démocratie représentative), l'État créateur de règles juridiques et politiques dans la formation sociale globale ? L'État actuel ne s'est pas « retiré »

de sa position d'arbitre des « compromis », il a adapté son rôle au nouveau rapport de forces entre collectivisme et libéralisme dans la société, à tous les niveaux, depuis la vie quotidienne, les rapports de travail, les négociations institutionnalisées entre acteurs sociaux, jusqu'aux sommets de l'État et des stratégies d'entreprises.

Faut-il alors revisiter Gramsci et sa conception de l'hégémonie, comme nous le propose par exemple Pierre Musso<sup>9</sup> ? Pour Musso, les analyses de Gramsci sur les intellectuels et la notion d'hégémonie ont une nouvelle actualité, avec le passage du capitalisme « fordiste » au capitalisme « informationnel ». Musso rappelle à juste titre la richesse et l'anticipation de ces analyses qui distinguaient les intellectuels traditionnels liés à l'appareil d'État dans l'ancienne société agraire et artisanale et les « nouveaux intellectuels » issus de l'entreprise fordienne (la Fiat de Turin ou les banques de Milan). Musso met justement en lumière la notion d'intellectuels « organisateurs de l'hégémonie », tels nos modernes managers d'entreprise, en ajoutant une nouvelle dimension de l'intellectuel moderne : le « communicateur » de l'entreprise « hollywoodienne », le manager des entreprises de communication, expert en « manipulation des signes médiatiques », tels Berlusconi, Bill Gates ou Messier. Autant ces analyses me semblent riches, suggestives, autant elles mériteraient une ample discussion sur la notion même d'hégémonie et d'intellectuel.

Pour Gramsci, en effet, l'hégémonie ne remet pas vraiment en cause ce qu'elle est censée « cui-

resser » : la dictature du prolétariat prônée par Lénine, l'idée aussi d'une « classe ouvrière » (et de son parti d'avant-garde) identifiée au salariat qu'elle représenterait à elle seule. Donc, aujourd'hui, l'hégémonie gramscienne ne suffit plus, à mon avis, à penser le projet politique d'un « front de classe » salarial (sans groupe hégémonique ni parti d'avant-garde), allant des ouvriers aux cadres, voire aux travailleurs « indépendants », professions libérales et micro-entrepreneurs. D'autre part, les trois catégories d'intellectuels distingués par Gramsci (intellectuels traditionnels de l'appareil d'État, intellectuels de l'entreprise fordienne, intellectuels liés aux finances et aux services) sont issues d'une réflexion sur l'Italie semi-rurale de 1920-1930 ou même des États-Unis de 1930 (en pleine révolution industrielle).

Or les techniciens de la Fiat ne sont en rien des managers, des intellectuels d'entreprise, ils relèvent beaucoup plus des franges de la nouvelle classe ouvrière ou de l'encadrement taylorien subalterne, sans pour autant s'identifier au prolétariat ouvrier (contrairement aux affirmations de Gramsci en 1920, durant l'occupation des usines Fiat et l'instauration des conseils ouvriers).

Mais Musso pointe en revanche à juste titre une découverte décisive de Gramsci qui n'a rien perdu de son actualité : le double rôle des professions intellectuelles comme organisateurs de l'hégémonie dans les services publics de l'État et dans les grandes entreprises, avec une domination du modèle de l'entreprise capitaliste sur le management public,

caractéristique de l'époque actuelle. Cependant, qui sont aujourd'hui les intellectuels « traditionnels » considérés alors par Gramsci comme des « parasites », des « improductifs » ? Et comment analyser la position de classe des travailleurs intellectuels massivement représentés dans les grands services publics (école, santé, culture, information) et privés (banques, commerce, médias) ?

La référence de Musso à un « capitalisme informationnel » n'est-elle pas profondément ambivalente, plurielle, selon le sens que l'on donne précisément au traitement de l'information ? Ne s'agit-il que d'une « manipulation » idéologique monopolisée par les « intellectuels (médiatiques) de la classe dominante » ou faut-il plutôt y voir un enjeu politique ouvert, objet des formes nouvelles de la lutte des classes, à commencer par les cyberlutes (depuis la bataille pour le « non » au référendum de 2005 jusqu'à la campagne des chercheurs sur le site « sauvons la recherche ») ?

Gramsci n'a pas pu analyser, d'autre part, dans l'Italie semi-rurale et dans le contexte de la grande industrie fordiste, la nouvelle imbrication entre travail ouvrier et travail intellectualisé née de la révolution informationnelle et François Ricci a raison de souligner qu'il n'y a pas grand-chose à tirer de Gramsci « en ce qui concerne un problème très actuel pour nous, mais beaucoup moins pour lui : celui des liens nouveaux que la révolution scientifique et technique (RST) peut créer entre la classe ouvrière et certaines couches d'intellectuels particulièrement associées à la production<sup>10</sup> ». Autant

nous n'adhérons pas aux théories des années 70 sur la RST et « la nouvelle classe ouvrière<sup>11</sup> », autant nous partageons le point de vue de Ricci sur la faiblesse des analyses de Gramsci sur les mutations du travail intellectuel.

En revanche la réflexion de Gramsci sur la culture « classique » (à l'époque l'apprentissage du latin et du grec) et sur la nécessité pour le mouvement révolutionnaire de tout faire pour permettre aux couches populaires de s'approprier la capacité d'abstraction, la vision d'ensemble que donne la culture classique jusqu'ici monopolisée par la classe dominante, n'a absolument rien perdu de sa pertinence. Il vaudrait la peine de revenir sur ses analyses de l'apprentissage de l'abstraction et de la culture générale, fondement de la capacité politique de diriger (bien différentes du romantisme révolutionnaire<sup>12</sup> qui caractérise son analyse à chaud de l'occupation de la Fiat en 1920 dans *L'Ordine nuovo*).

Loin en effet de réduire la culture savante et académique à un attribut des classes dominantes, Gramsci prend bien soin au contraire de distinguer l'usage fait actuellement de l'enseignement général par les classes dominantes (dans des établissements scolaires réservés aux enfants de la bourgeoisie) et la fonction qu'il pourrait avoir si des moyens étaient donnés pour ouvrir l'enseignement de la culture générale aux enfants d'ouvriers et de paysans. Rien de plus actuel que l'insistance de Gramsci sur le nécessaire effort, « douloureux », pour acquérir, à travers ce qui peut au premier abord paraître « inutile », « désintéressé » dans la culture générale

(le latin et le grec opposés à la formation « technique » dans les écoles professionnelles réservées aux ouvriers), la capacité politique de diriger, de « contrôler ceux qui dirigent », d'avoir une vision d'ensemble : « La tendance démocratique [...] ne peut seulement signifier qu'un manœuvre devienne ouvrier qualifié ; elle signifie que tout "citoyen" peut devenir "gouvernant" et que la société le place, fût-ce abstraitement, dans les conditions générales qui lui permettent de le devenir<sup>13</sup>. »

Comme on le sait, le « collègue unique » (voire les filières courtes de l'enseignement supérieur) n'a rien supprimé aujourd'hui le problème – politique – de l'énorme difficulté d'accès des enfants des familles populaires à la culture générale, socle immuable de l'accès aux fonctions dirigeantes, dans l'entreprise comme dans la Cité<sup>14</sup>, et peut-être aussi symbole aux yeux des enfants des couches populaires d'un privilège inacceptable, injuste, de la part des enfants de la bourgeoisie et des professions intellectuelles.

Mais justement, s'agit-il toujours de la « bourgeoisie » intellectuelle comme à l'époque de Gramsci, alors même que les enfants des professions intellectuelles découvrent la précarité et le chômage des diplômés ? Et pourquoi la gauche, quand elle fut au pouvoir, ne vint-elle pas à bout de cette injustice de classe ?

On en revient donc à l'analyse du processus qui a déconnecté mutation sociologique et organisation politique, et notamment la « déconnexion » entre les partis de gauche, la « classe ouvrière » (les

ouvriers des usines restructurées), le nouveau « prolétariat » des services (employés de la grande distribution, du commerce) et les travailleurs intellectuels (enseignants, soignants, professions artistiques et culturelles). Comment concilier les anciennes analyses marxistes de « la nouvelle petite bourgeoisie – économiquement dominée, culturellement dominante » (Bourdieu, Poulantzas, Althusser, Baudelot, Establet) avec leur nouvelle situation de classe et leurs mobilisations antilibérales ?

L'exposé de Julian Mishi sur le PCF est un excellent contrepoint de celui de Rémi Lefebvre<sup>15</sup> sur le PS qui a ouvert notre cycle de conférences. La symétrie des deux exposés est frappante : même insistance sur la perte de contact entre les organisations partisans, leur système de représentation politique et des classes « populaires » devenues « invisibles » dans la société actuelle, et ce au profit des « classes moyennes ».

L'originalité de l'approche de Mishi est de cerner de très près l'interaction entre sociabilité militante et sociabilité populaire, sans céder à la facilité (c'est la doxa dominante en science politique) de n'y voir qu'un « encadrement idéologique » venant du Centre et dominé par un Dogme. Il y aurait plutôt, selon Mishi, à la fois action de la sociabilité populaire sur la sociabilité partisane (on « se sert » du parti pour préserver un réseau de sociabilité menacée) et action de la sociabilité partisane sur la sociabilité populaire : le Centre « travaille » à l'homogénéisation idéologique des catégories sociales rassemblées, sans vraiment pouvoir effacer la dis-

tance qui sépare le discours national (par exemple sur la collectivisation de l'agriculture et le modèle soviétique) et les pratiques locales dans les bastions ruraux du PCF où émerge au contraire un discours en faveur des coopératives et de la défense de la petite propriété rurale contre les « gros » exploitants (Bocage bourbonnais).

Mishi privilégie en fait une analyse sociohistorique sur le long terme dans quatre bastions locaux du PCF (Longwy-Villerupt, bocage bourbonnais dans l'Allier, arrière-pays rural du bassin de St-Nazaire, banlieue industrielle de Grenoble), tout en s'efforçant d'échapper au localisme. Il confronte sans cesse dans les pratiques militantes le travail d'homogénéisation idéologique de l'appareil dirigeant et le travail de « bricolage » venu d'en bas au contact des réseaux de sociabilité populaire.

En partant de l'implantation du PCF dans les années 20 jusqu'à la crise des années 1980-2000, Mishi insiste sur le contraste (non réfléchi ?) entre le discours et les pratiques « ouvriéristes » d'antan et le nouveau discours porté par les « classes moyennes » (émergence du thème de l'individu, sans appartenance sociale, référence à l'humanisme, etc.) qui investissent le parti dès les années 60, mais aussi beaucoup plus fortement dans les années 90.

Ainsi la référence croissante aux « diplômés », à la « communication », remplacerait-elle l'ancienne référence aux racines « ouvrières » dans la sélection des cadres du parti. Comme le PS, le « nouveau » PCF n'aurait alors fait que refléter, notamment au



moment du Congrès sur la « mutation » communiste (voir l'ouvrage de Robert Hue), l'hégémonie des « classes moyennes » et « l'invisibilisation » des classes populaires (ouvriers et paysans).

**DE QUEL SALARIAT PARLE-T-ON ?** À cette analyse, dont il faut souligner encore une fois la richesse ethnographique dans la description des réseaux militants, on peut faire quelques objections, quitte à relancer pour l'an prochain de nouvelles pistes de recherche.

En premier lieu, le PCF (comme n'importe quel parti politique institutionnalisé) ne peut être réduit à ses réseaux locaux de militants, même si ces derniers ont toujours été la force et la spécificité du PCF par rapport aux partis de notables. Le PCF doit aussi être analysé comme un acteur pourvu d'une stratégie et donc porteur de débats internes et externes : la dictature du prolétariat, le parti d'avant-garde, le socialisme « réel », le stalinisme et le goulag ne sont pas des problèmes secondaires qui n'auraient intéressé qu'une poignée d'intellectuels, de permanents et d'élus. Pourquoi ces groupes d'ouvriers et de paysans ont-ils choisi à un moment donné d'adhérer au PCF ? Pourquoi à un autre moment historique ont-ils choisi Le Pen ou le groupe Chasse, pêche, nature et tradition ? La question est toujours ouverte et, à ma connaissance, aucune réponse satisfaisante n'y a été apportée.

En second lieu, on ne peut prendre comme des données empiriques indiscutables des notions aussi chargées de sens contradictoires, aussi idéologiques,

que les notions de « classe ouvrière », de « classes populaires » et de « classes moyennes ». J'ai montré<sup>16</sup>, avec d'autres, que ces notions renvoient en fait à toute l'histoire du mouvement ouvrier, et plus précisément aux débats qui marquèrent, depuis Marx, les confrontations entre « réformistes », sociaux-démocrates et « révolutionnaires<sup>17</sup> ». Or l'analyse critique, acérée, de la « disjonction » actuelle entre partis de gauche et catégories populaires laisse en suspens la prise en compte politique des bouleversements sociologiques qui ont transformé le salariat capitaliste.

La montée des enseignants, des soignants, des employés des services publics dans le PCF (ou des professions intellectuelles dans le PS) n'est-elle pas tout simplement le signe que le PCF est dans sa composition militante et dirigeante à l'image du nouveau salariat capitaliste, à l'ère de la révolution informationnelle, mais sans en avoir tiré une réflexion stratégique ?

Les historiens du PCF ont pu montrer en effet que les débats et les réflexions engagés dans le parti communiste autour des années 1967-1980<sup>18</sup> sur les « couches moyennes salariées », sur la « nouvelle classe ouvrière » (René Le Guen), sur la place nouvelle des employés dans le salariat urbain (Henri Fiszbin, secrétaire de la fédération de Paris), ces débats n'ont pas eu de suite après la fin de la période d'ouverture du PCF. Or, comme le note fort justement B. Pudal, « ces tentatives de redéfinition marxiste<sup>19</sup> feront long feu, mais elles témoignent de l'un des "possibles" d'une période proluxe

en combats intellectuels aux dimensions politiques internes et externes<sup>20</sup> ».

De même, dans la période récente (années 1990-2000), les débuts de réflexion sur la « mutation » communiste n'ont pas mis en relation cette nouvelle identité communiste – à construire – et le mode de représentation politique répondant à ces nouveaux rapports de classe dans le salariat capitaliste. Autant, en effet, la référence récente dans le discours politique communiste aux « individus », aux « gens » d'en bas, peut être mise sur le compte d'une initiative politique contre l'héritage stalinien, contre le dogmatisme « antihumaniste », autant la prise en compte réelle des aspirations individuelles ne peut faire l'économie d'une analyse de classe du nouveau salariat informationnel, ni d'une recherche de ce qui unit, dans une diversité pouvant être conflictuelle, les différentes composantes du salariat actuel, voire les franges des travailleurs indépendants (médecins, magistrats, professions artistiques, informaticiens, etc.) et des microentrepreneurs (dont les chômeurs en reconversion). Une confrontation théorique avec les thèses de Negri et Hardt sur la « multitude » serait ici nécessaire.

Peut-on d'autre part continuer à agglomérer des catégories sociales disparates (de l'ouvrier à statut au cadre dirigeant) sous la notion fourre-tout de « classe moyenne », alors même que toutes les enquêtes sociologiques montrent la montée des inégalités sociales, de la distance entre la masse du salariat et les couches dirigeantes (en France comme dans le monde entier), la précarisation croissante

d'une part majoritaire des professions intellectuelles du secteur public mais aussi privé (le détachement des cadres à l'égard des directions d'entreprise ne s'explique pas autrement).

Ne faut-il pas laisser à l'idéologie libérale l'usage d'une notion (la « classe moyenne ») qui n'a comme seul mérite que de permettre de désigner un problème (comment définir politiquement et théoriquement l'unité d'un salariat multipolaire)... et d'éviter d'y répondre ?

Reste alors à expliquer pourquoi ce qui a pris autrefois pour le PCF (la rencontre entre une organisation militante et la partie la plus dynamique du salariat, les ouvriers qualifiés de la métallurgie, moteur de la révolution industrielle – voir les travaux de Noiriel) n'a pas touché, ou l'a fait marginalement, les catégories salariales aujourd'hui majoritaires dans les services : employés administratifs, techniciens, ingénieurs, enseignants, professions de la santé.

Pourquoi la promotion réussie des instituteurs enfants d'ouvriers ou de paysans n'a-t-elle pas trouvé le même écho dans le PCF quand il s'est agi de la promotion nouvelle des enfants d'ouvriers, de paysans ou d'employés à l'Université et dans les professions intellectuelles liées au traitement complexe de l'information ? Pourquoi les lycéens et les étudiants qui ont manifesté contre le CPE sont-ils pour le moment si peu attirés par le PCF et beaucoup plus par le PS, voire par l'extrême gauche ? Voilà encore un chantier de recherches pour les années à venir !

En même temps, nous avons pu montrer que le problème n'est pas plus résolu, malgré les apparences de sondages trompeurs, pour le PS et la social-démocratie<sup>21</sup>. Le décrochage de son électorat (couches populaires mais aussi professions des services publics) en 2002 n'a pas disparu, comme le prouvent les résultats du référendum de 2005 et la victoire du « non » dans son électorat. La capacité des actuels partis de gauche à représenter politiquement le nouveau salariat forgé par le capitalisme informationnel est donc toujours en question. Il ne suffit pas à l'évidence de faire appel à des cadres diplômés, à des femmes salariées dans les services, ou à des ouvriers issus de l'immigration maghrébine pour « représenter » de façon cohérente (en leur donnant donc une certaine unité politique) les intérêts de catégories sociales qui ne se reconnaissent ni dans la classe ouvrière d'antan, ni dans l'élite politico-économique réunissant haute fonction publique, intellectuels médiatiques et dirigeants des grands groupes multinationaux.

Mais les cadres non dirigeants peuvent se sentir, comme le notait Stéphane Rozès, « plus proches du reste du salariat que des directions d'entreprise » sans pour autant s'identifier au salariat d'exécution, tant est fort le clivage culturel (et hiérarchique) qui sépare ouvriers, employés et cadres, médecins et infirmières, enseignants et personnels techniques non enseignants.

Si l'on revient aux « projets de société » présentés par les partis de gauche, on pourra certes noter avec Julian Mishi la référence croissante aux « indi-

vidus », aux simples « gens », à l'humanisme, dans le discours du PCF et lui opposer les références passées (années 70) aux conflits capital-travail, aux nationalisations, au droit du travail, aux conventions collectives, à l'intervention économique de l'État entrepreneur ; mais peut-on mettre entre parenthèses le contexte politico-économique global de ces évolutions discursives ? La chute du système soviétique, les dysfonctionnements de l'État providence dans les pays occidentaux, notamment en Europe de l'Ouest, face à la montée du chômage, en un mot le démantèlement de notre protection sociale mettent en cause la capacité même des catégories populaires et des couches intellectuelles précarisées à penser leur avenir, à se projeter dans un avenir prévisible, comme l'a bien noté Rozès.

D'où la difficulté non pas à concevoir des projets alternatifs, des « utopies concrètes » (elles foisonnent aujourd'hui dans les cercles d'intellectuels altermondialistes), mais à les rendre crédibles pour la majorité de la population, et plus encore à engager un processus citoyen d'appropriation populaire des alternatives antilibérales. Le volontarisme économique en période de récession économique et de chômage, avec la pression énorme exercée par la concurrence mondiale des pays à bas salaires, n'emporte pas d'emblée, loin de là, l'adhésion des citoyens et des salariés.

Il vaudrait la peine d'étudier de près cet étrange « entre deux » qui semble caractériser l'actuelle conscience sociale du salariat : d'un côté, après l'ex-

périence soviétique, on se méfie d'un volontarisme économique qui viserait à « dépasser » le capitalisme en supprimant radicalement le chômage (et le capitalisme ?), mais de l'autre le discours « réaliste, pragmatique » sur la nécessaire « adaptation » à l'évolution « inéluctable » vers la précarisation généralisée ne passe plus. Comme le notait à juste titre Rozès, « les citoyens refusent que les gouvernements se transforment en gardiens de phare de la mondialisation et des marchés financiers ». En même temps, la gauche n'ose plus parler des « nationalisations<sup>22</sup> », de la propriété collective des moyens de production, laissant à l'extrême droite populiste le monopole de la référence à la nation, tant est forte la pression de l'idéologie dominante qui utilise la notion de « mondialisation » (et l'échec soviétique) comme l'arme suprême du fatalisme économique.

Tant est fort aussi l'attrait ambigu, complexe, du néolibéralisme sur les dites « couches moyennes » et sur les classes populaires qui s'identifient à la fameuse « classe moyenne ». N'est-ce pas un tabou à lever, comme tenta de le faire Gramsci après la victoire du fascisme et de l'américanisme<sup>23</sup>, si l'on veut comprendre les raisons profondes de l'attraction du libéralisme sur les classes dominées partout dans le monde ? Il nous faudra revenir sur les cas italiens, allemands et britanniques, et sur la force de l'individualisme protestant dans l'Europe du Nord.

À cet égard les travaux de Gerassimos Moschonas sur la « grande transformation » des social-démocraties dans l'Europe du Nord<sup>24</sup> ont le mérite de montrer la convergence des problèmes au niveau

européen : programme électoral de plus en plus tourné vers les « classes moyennes » mais base électorale toujours fortement enracinée dans la classe ouvrière ; partis de moins en moins ouvriers, de plus en plus issus du nouveau salariat intellectuel, mais sans projet politique identifiable spécifiquement par rapport aux partis libéraux ou aux nouveaux partis de gauche (verts, féministes), comme ce fut le cas dans les années 50-60, lorsqu'ils offraient à leur électorat la perspective crédible d'une intégration multiforme dans la société par la sécurité sociale, le logement, l'éducation et les loisirs. En même temps Moschonas montre bien la spécificité politico-historique de chaque contexte national : ainsi les enseignants qui votent massivement à gauche en France ou en Grèce, votent pour les conservateurs en Grande-Bretagne, tandis que l'attitude des classes populaires à l'égard des politiques libérales semble profondément différente des deux côtés de la Manche.

## FORCE ET LIMITES DU SOCIAL-LIBÉRALISME : LE CAS ANGLAIS

**SUR LA RÉSISTIBLE ASCENSION DU « BLAIRISME »** L'exposé de John Crowley, auteur d'un ouvrage sur le blairisme<sup>25</sup>, nous a permis de mieux comprendre l'attrait du blairisme sur une partie de l'électorat britannique, mais il soulève en même temps de nouvelles questions que nous devrions chercher à élucider. La thèse de Crowley c'est que le succès du blairisme tient moins à l'attraction idéologique « par en haut » des théories néolibérales, à une simple « conversion » d'une partie de la direction du Labour au libéralisme, qu'à la conjonction concrète, dans la stratégie électorale et politique du New Labour, entre un principe idéologique (la grande « classe moyenne » ; le primat de l'autonomisation individuelle sur le collectivisme égalitariste et la responsabilisation individuelle des « exclus » pour les réintégrer sur le marché du travail – l'idéologie du *workfare*), un principe partisan – gouverner au centre, gagner l'adhésion des gens au centre de l'échiquier politique – et un principe géographique – gagner les circonscriptions électorales situées au

centre géographique, dans le grand Londres et les Midlands (cas typique de l'Essex), au nord des bastions conservateurs du sud de l'Angleterre et en dehors des bastions travaillistes considérés comme inexpugnables (Écosse, pays de Galles). Il s'agissait donc de reconquérir les électeurs qui avaient été séduits par Thatcher, par sa campagne de privatisation des logements sociaux et d'encouragement de l'actionnariat populaire : les ouvriers qualifiés, les employés et les petits cadres peu diplômés de l'automobile, de l'électronique, de l'électroménager (là où s'était concentrée la seconde vague de l'industrialisation britannique).

La crise immobilière et la montée du chômage n'auraient pas remis fondamentalement en cause l'idéologie libérale de ces couches sociales qui avaient profité un temps des privatisations et de la spéculation financière, mais plutôt entraîné des attitudes très ambiguës à l'égard de l'État providence : on critique son égalitarisme radical (comme par exemple le système très contraignant de la santé publique), on approuve le *workfare* (introduire une « obligation de résultat » dans l'aide aux chômeurs pour retrouver un emploi), mais on attend en même temps son aide quand vient le chômage ou quand l'endettement dépasse la limite du supportable.

En même temps, ce très riche exposé a laissé ouvertes bien des interrogations : Comment expliquer les mauvais résultats électoraux de Tony Blair tant aux dernières législatives (malgré la courte victoire finale) qu'aux dernières municipales ? Comment expliquer le poids énorme de l'abstention et

l'existence, à la gauche du *Labour*, d'une gauche radicale « antipolitique » qui ne vote pas, mais manifeste dans la rue, s'implique dans les forums altermondialistes et regroupe deux fois plus de militants que le *Labour* ? 650 000 militants à *Greenpeace*. Peut-on se contenter de rapprocher l'individualisme libéral des uns et l'individualisme libertaire des autres en se référant aux institutions « auto-instituantes » revendiquées par Tony Negri (mais pourquoi alors ce refus de voter) ?

Enfin peut-on, comme le fait Crowley, parler d'une politique blairiste de forte redistribution sociale qui aurait diminué les inégalités sociales, à la différence des USA ? Augmentation des minima sociaux, du salaire minimum, des emplois aidés, formation des personnes en difficulté ? Augmentation des dépenses publiques (+ 3 points du PNB entre 1999 et 2005) dans le domaine de la santé et de l'école ?

Peut-on alors, comme Crowley, parler d'une politique « keynésienne » dans les services publics, alors même que la privatisation du système de santé et de l'éducation s'accroît ? Et si redistribution il y a eu, comment alors expliquer la très forte abstention lors des dernières consultations électorales ? Ne faut-il pas finalement revenir sur le « mythe » du modèle blairiste<sup>26</sup> ? Un bilan politique objectif amènerait en effet à nuancer, voire à remettre en cause l'idée d'une réussite de sa politique économique et sociale : chute de la population active britannique pendant les années 1990-2000 (on a créé bien moins d'emplois qu'en France par exemple), endet-

tement des ménages, précarisation accélérée, travail à temps partiel, biais énormes des statistiques du chômage qui occultent, comme aux Pays-Bas, les chômeurs inscrits comme « invalides », etc.

Ces quelques exemples montrent clairement les trous noirs des recherches sociohistoriques sur les liens entre les mutations du salariat et les difficiles réorientations des organisations politiques partisans, notamment des partis de gauche, mais aussi des organisations syndicales. Les difficultés actuelles des organisations altermondialistes comme Attac, les liens avérés entre une bonne partie de ses membres et des organisations ou mouvements plus anciens (partis de gauche, associations tiers-mondistes, écologistes, organisations catholiques, etc.) ne signifient nullement à nos yeux qu'il n'y a « rien de nouveau sous le soleil », que les références aux mouvements sociaux sont pures illusions. La crise des organisations représentatives est aussi profonde que l'essoufflement des mouvements sociaux, malgré leur force renouvelée, face à la médiation politique. La recomposition politique se cherche dans un contexte nouveau, celui du capitalisme informationnel, du mélange explosif et mystificateur entre mutations positives et précarisation généralisée, même si des comparaisons historiques (comme par exemple avec la crise de 1930) sont toujours fécondes.

## NOTES

1. La Dispute, Paris, 2005.
2. Voir Marion Gret, Yves Sintomer, *Porto Alegre. L'espoir d'une autre démocratie*, La Découverte, Paris, 2005. L'échec du Parti des travailleurs dans ces villes qui avaient expérimenté le budget participatif est tout aussi intéressant à étudier que la victoire initiale.
3. Les motivations sont-elles les mêmes chez les jeunes diplômés des lycées des grandes villes et dans la population des petites villes où parfois les observateurs avaient pu noter, lors des manifestations contre le CIP de Balladur en 1994 comme lors des dernières manifestations contre le CPE, que près de la moitié de la population était descendue dans la rue pour défendre l'avenir de ses enfants (défendre des qualifications acquises durement avec le soutien de toute la famille) ?
4. Voir Emmanuel Pierru, « Sur quelques faux problèmes et demi-vérités autour des effets électoraux du chômage », in Frédérique Matonti (dir.), *La Démobilisation politique*, La Dispute, 2005.
5. Pour une critique des postulats implicites des analyses politistes de « l'autoritarisme » et du « racisme » des classes populaires, voir Annie Collovald, « Populisme : la cause perdue du peuple », in Frédérique Matonti (dir.), *La Démobilisation politique, op. cit.*, pp. 203-228.
6. Andrea Rea et Maryse Tripier, *Sociologie de l'immigration*, La Découverte, 2003.
7. Sur ce point, l'enquête sociologique menée auprès des militants altermondialistes du Forum social européen de Saint-Denis montre

clairement le caractère minoritaire des composantes anticapitalistes de l'altermondialisme. 25 % seulement des répondants considèrent que la suppression du capitalisme constitue une solution (E. Agrikolansky et I. Sommier, dir., *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, Paris, 2005).

8. B. Friot, *Puissances du salariat*, La Dispute, 1998.

9. « De la modernité des concepts gramsciens », *Quaderni*, avril 2005.

10. Introduction à *Gramsci dans le texte*, Éditions sociales, 1975, p. 36.

11. Voir notre ouvrage *L'Adieu à la classe moyenne*, La Dispute, 2005 et *La Révolution informationnelle*, PUF, 1992.

12. On est frappé, en effet, par l'absence d'analyse des clivages culturels entre ouvriers et techniciens-ingénieurs qui ont marqué l'occupation des usines Fiat en 1920. L'accent est mis exclusivement, dans l'échec de la grève générale, sur la responsabilité politique des dirigeants socialistes et du syndicat réformiste. La conscience de classe des employés et des techniciens est supposée détachée de toute référence petite-bourgeoise à leur fonction d'« homme de confiance » : « sa psychologie perd ses incrustations petites-bourgeoises et devient prolétarienne ».

13. « Les intellectuels et l'organisation de la culture », 1929-1930, *Gramsci dans le texte*, *op. cit.*, p. 630.

14. Sur les problèmes de l'apprentissage de l'abstraction par les enfants des familles populaires, voir les ouvrages de J.-P. Terrail, dont *De l'inégalité scolaire*, La Dispute, 2002.

15. Je me référerai également à son article : « Le Parti socialiste et les catégories populaires », dans la revue *Recherche socialiste* n° 19, juin 2002.

16. *L'Adieu à la classe moyenne*, *op. cit.*

17. Cet aspect est pris en compte par Rémi Lefebvre dans son article : « Le socialisme français et la "classe ouvrière". De la SFIO de 1905 au PS de 2006 », revue *Fondations* n° 1, 2006.

18. Sur cette période d'ouverture du PCF, voir Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Une sociologie de l'obéissance politique. La Nouvelle Critique, 1967-1980*, La Découverte, Paris, 2005. Et Bernard

Pudal, « La crise intellectuelle du communisme français. 1956-2003 », in Frédérique Matonti, *La Démobilisation politique*, *op. cit.*, pp. 97-116.

19. Allant de la sociologie, de l'économie à la critique littéraire, à la pédagogie, à la psychiatrie, aux activités artistiques et culturelles.

20. B. Pudal, *op. cit.*

21. Voir J. Lojkine, *L'Adieu à la classe moyenne*, *op. cit.*

22. À part la nationalisation de la distribution de l'eau ou la renationalisation d'EDF, quel bilan tire-t-on des nationalisations de 1945 et de 1981 ? Quel statut propose-t-on pour les grands groupes industriels et financiers ?

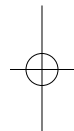
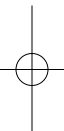
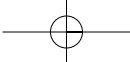
23. Sur ce point, l'analyse par Musso du double aspect de Berlusconi, tenant de la droite libérale mais aussi nouvelle figure de « l'intellectuel organique » de l'entreprise informationnelle moderne, serait à développer, pour comprendre la particularité du cas italien.

24. *In the Name of Social Democracy*, Verso, London, 2002.

25. J. Crowley, *Sans épine, la rose. Tony Blair, un modèle pour l'Europe ?*, La Découverte, Paris, 1999. Voir aussi « La société sans classes de Tony Blair », in J.-N. Chopart, C. Martin, *Que reste-t-il des classes sociales ?*, revue *Lien social et Politiques*, éditions ENSP, Rennes, 2004, pp. 99-120.

26. Cf. Isaac Joshua, « La mystification blairiste », *L'Humanité*, 24 octobre 2005.





*Conception et réalisation graphique :  
Atelier Sacha Kleinberg*

*Achévé d'imprimer  
en septembre 2006  
sur les presses de l'Imprimerie Moderne de l'Est  
25110 Baume-Les-Dames*

